

*Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité. Travailleuses et travailleurs pauvres dans le monde*, Carole Yerochewski (2014), Québec, Presses de l'Université du Québec, 186 p.

Louise Boivin

Volume 44, numéro 1-2, 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1041614ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1041614ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

CIRIEC-Canada

ISSN

1923-0818 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Boivin, L. (2014). Compte rendu de [*Quand travailler enferme dans la pauvreté et la précarité. Travailleuses et travailleurs pauvres dans le monde*, Carole Yerochewski (2014), Québec, Presses de l'Université du Québec, 186 p.] *Économie et Solidarités*, 44(1-2), 199–201. <https://doi.org/10.7202/1041614ar>

**LOUISE BOIVIN**

Professeure

Université du Québec en Outaouais

[louise.boivin@uqo.ca](mailto:louise.boivin@uqo.ca)

## QUAND TRAVAILLER ENFERME DANS LA PAUVRETÉ ET LA PRÉCARITÉ. TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS PAUVRES DANS LE MONDE

Carole Yerochewski (2014)

Québec, Presses de l'Université du Québec, 186 p.

Jusqu'aux années 2000, l'expression *Working Poor*, rarement traduite en français, était automatiquement associée à la société américaine. Sa francisation témoigne de la montée du phénomène en France, au Québec et ailleurs dans le monde. Le livre de la sociologue Carole Yerochewski sur les travailleuses et les travailleurs pauvres arrive à point nommé. Il débute avec une démonstration fort convaincante des failles importantes que comportent les méthodologies traditionnelles de construction des outils statistiques. Il poursuit avec une problématisation de la pauvreté au travail, incluant le travail informel dans les pays du Sud, mais aussi dans ceux du Nord. L'ouvrage se termine avec des exemples de pratiques d'action collective de travailleuses et de travailleurs pauvres qui s'inscrivent dans des mouvements de transformation sociale, au Sud en particulier. L'auteure adopte une perspective résolument critique identifiant l'appauvrissement au travail à un projet politique de remarchandisation du travail visant à accroître les profits des investisseurs privés. Pour comprendre ce projet politique et envisager d'autres voies, affirme-t-elle, l'analyse des mutations du travail et des politiques des États doit être combinée avec celle des transformations de divers types de rapports sociaux : rapports de classe, rapports sociaux de sexe; rapports de domination entre personnes racisées et non racisées ou entre celles de souche et les migrantes; entre pays du Nord et du Sud.

Le premier chapitre de l'ouvrage, à teneur épistémologique et méthodologique, questionne les représentations sous-jacentes au type de mesures statistiques utilisées au Canada, au Québec et dans l'Union européenne pour l'examen du phénomène de la pauvreté au travail. Ces mesures ont été conçues en fonction du modèle de la société salariale fordiste et de l'emploi industriel à temps plein occupé par un travailleur masculin présumé principal pourvoyeur de la famille. L'auteure démontre que ces représentations rendent invisible une partie du phénomène. La première lacune des outils statistiques utilisés est leur définition trop restrictive de la notion de travailleuse et de travailleur. Au Canada et au Québec, cette définition réfère à l'occupation d'un emploi à raison d'un minimum de 910 heures dans l'année. Le choix d'une telle définition entraîne une occultation de la réalité du travail à temps partiel et de la division sexuelle du travail. Cette définition exclut par exemple les femmes qui travaillent à temps partiel et qui consacrent beaucoup de temps à des tâches non rémunérées, tels les soins aux proches. La seconde lacune dans le dispositif statistique est l'utilisation du revenu

familial plutôt que celle du revenu individuel. Ce choix témoigne d'une conception selon laquelle les revenus seraient nécessairement mis en commun au sein des couples, masquant les rapports de pouvoir pouvant y exister mais aussi le fait que c'est principalement sur une base individuelle que la gestion des revenus s'effectue maintenant dans les ménages. Yerochewski défend le choix d'une mesure statistique alternative, celle de revenu d'activité, en se basant sur une définition de travailleuse et de travailleur qualifiée d'« extensive ». C'est celle construite par Sophie Ponthieux (2009) et utilisée par l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) en France, l'équivalent de Statistique Canada. Cette définition se base sur deux éléments : une présence de six mois en emploi ou en recherche d'emploi ainsi que la présence en emploi d'une durée équivalente à au moins un mois à temps plein. Le revenu d'activité constitue une mesure qui traduit bien le caractère multidimensionnel de la pauvreté au travail, car il comprend à la fois le salaire, les gains du travail autonome ainsi que les revenus de remplacement en situation de chômage ou d'accident du travail ou de maladie professionnelle. De plus, cette mesure statistique repose sur le revenu individuel et non sur le revenu familial.

C'est à partir de données compilées grâce à cet outillage statistique par le Groupe interdisciplinaire de recherche sur l'emploi et les politiques sociales (GIREPS), duquel fait partie l'auteure, que celle-ci poursuit, dans le second chapitre, son analyse du phénomène de la pauvreté au travail. Elle montre que le phénomène des travailleuses et travailleurs pauvres occupant un emploi à longueur d'année, à temps plein ou à temps partiel, va en augmentant. Les femmes composent la majorité des personnes vivant la pauvreté au travail. Depuis une quarantaine d'année, la pauvreté a donc changé de visage au Québec : elle n'est plus majoritairement le lot de personnes en chômage mais celui de personnes qui exercent un travail rémunéré. La sociologue situe ce revirement dans le contexte de la tertiarisation de l'économie et de la montée des emplois à bas salaires, qui touche particulièrement les femmes et les jeunes. L'appauvrissement au travail s'inscrit aussi dans un contexte de redéfinition des programmes de sécurité sociale axée sur la mise au travail obligatoire (*workfare*), l'usage de crédits d'impôts et de primes au travail pour assurer un bassin de main-d'œuvre à bas salaire et le ciblage de l'aide vers les familles avec enfants.

Les deux chapitres qui suivent proposent une synthèse de travaux portant sur les facteurs explicatifs de la pauvreté au travail. La montée du travail précaire va de pair avec une polarisation des revenus que les décideurs politiques justifient au nom d'une nécessaire compétitivité du marché du travail. Le phénomène de la pauvreté au travail résulte non seulement de pratiques de flexibilisation du travail mises en place par les entreprises et les administrations publiques, mais aussi de politiques publiques. Nombreuses sont en effet les politiques adoptées au Canada et au Québec depuis les années 1990 qui ont contribué à affaiblir la protection des droits des travailleuses et des travailleurs : mise à mort du Régime d'assistance publique du Canada, réformes de l'assurance-chômage au fédéral et du programme d'aide sociale au Québec, dérégulation et inaction par rapport aux lacunes du droit du travail (incluant celui encadrant l'action syndicale) à l'égard des formes contemporaines de travail atypique. Le phénomène de la pauvreté au travail est accentué par la discrimination systémique découlant des orientations politiques de l'immigration et des programmes du travail migrant temporaire. Elle l'est aussi par les pratiques discriminatoires d'employeurs à l'égard de personnes d'origine immigrante, y inclus celles qui détiennent la résidence permanente (non-reconnaissance des diplômes, recrutement discriminatoire, etc.), alors que les politiques d'accès à l'égalité en emploi demeurent trop peu contraignantes.

Dans le quatrième chapitre, l'auteure situe la pauvreté au travail au cœur de la mondialisation. L'originalité de cette problématisation tient au fait que Yerochewski présente de façon limpide une synthèse des résultats de diverses études portant sur les effets de diverses dynamiques sociales, politiques et

économiques qui interagissent : celles qui sont internes aux pays du Sud, les dynamiques Nord-Sud et les dynamiques internes au Nord. Elle évoque, par exemple, le rôle des programmes d'ajustement structurel dans l'appauvrissement au Sud; la figure centrale des femmes du Sud dans les migrations du travail alors que l'emploi industriel masculin est détruit au Sud comme au Nord; le confinement de travailleuses et de travailleurs du Sud dans des emplois non qualifiés au Nord même si cette main-d'œuvre migrante est qualifiée professionnellement; les hiérarchies sociales entre des femmes du Nord occupant des emplois qualifiés et des migrantes du Sud à qui est transféré le travail domestique. Derrière le mirage idéologique de la naturalisation de la pauvreté au travail et des divisions du travail sous-jacentes (sexuées, racialisées, Nord-Sud), des rapports matériels bien concrets sont orchestrés par les politiques sous l'égide des institutions internationales et des gouvernements nationaux ainsi que par les pratiques de gestion des administrations publiques et des entreprises, en particulier les multinationales.

Le dernier chapitre de l'ouvrage est consacré à la thématique de l'action collective réalisée par des travailleuses et travailleurs pauvres. L'auteure se réfère au vaste courant de littérature appelant à un renouvellement des stratégies syndicales afin d'agir sur les mutations du travail en cours. Elle réitère l'importance des alliances entre syndicats et organismes communautaires défendant les travailleuses et travailleurs pauvres, au-delà des difficultés que pose une collaboration égalitaire. Elle met l'emphase sur les mouvements sociaux dont les aspirations dépassent le cadre du compromis fordiste. Ils promeuvent donc non seulement un dépassement du productivisme dans un souci de protection de l'environnement, mais questionnent le rapport au travail et les organisations hiérarchisées du travail. Elle insiste en particulier sur les pratiques autogestionnaires et participatives menées par des travailleuses et des travailleurs pauvres au sein de projets d'économie solidaire dans des pays du Sud, en particulier au Brésil, notant au passage que les rapports de travail dans les projets identifiés à l'économie solidaire au Nord se confinent en général dans un schème hiérarchique. L'évocation de mouvements écologiques, de regroupements de femmes ou d'autres types de mouvements sociaux du Sud, et parfois du Nord, qui placent les travailleuses et travailleurs pauvres (ou chômeuses et chômeurs) au cœur de l'élaboration de choix collectifs grâce à des pratiques de démocratie directe, participative et délibérative suscite certes l'intérêt. Une analyse plus développée de leurs rouages et de leur inscription dans l'économie politique permettrait toutefois de mieux évaluer leur portée globale comme modalités socioéconomiques alternatives et leur apport comparativement à celui des mouvements syndicaux pour construire un réel contre-pouvoir.

Dans cet ouvrage, l'auteure, qui a été journaliste dans le passé, parvient en moins de deux cent pages à rendre accessible une perspective critique sur les constructions statistiques ainsi que la synthèse d'une longue série de travaux portant sur des enjeux complexes liés à la pauvreté au travail. Les divers chapitres comportant des encadrés où des témoignages de femmes et d'hommes vivant la pauvreté au travail expriment tout le caractère concret et pressant de la réflexion, ainsi que des pistes d'action proposées.